

Pour une Théorie Critique-Démocratique à l'ère algorithmique fondée sur la justice comme co-crédation

Paola Cantarini

Le monde imaginal et l'avenir comme à-venir

L'articulation entre philosophie, poétique et imagination constitue un enjeu central pour résister à l'hégémonie de la rationalité techno-scientifique. Jacques Derrida, Byung-Chul Han, Henry Corbin, Gaston Bachelard et Ruha Benjamin soulignent la nécessité de mondes autres, créés à partir de l'insurrection symbolique, du langage poétique et de l'imagination politique comme force de transformation radicale. Il s'agit de concevoir l'avenir comme devenir et à-venir plutôt que comme prédictible par des moyens algorithmiques qui réduisent la complexité et la multiplicité du monde et de l'être humain à une raison instrumentale vouée à l'efficacité et à la maximisation du profit.

Heidegger, en particulier, valorisait la poésie comme mode de pensée capable de dévoiler la vérité et de permettre une compréhension plus profonde de notre rapport au monde et à la technique, considérant le langage poétique comme fondamental pour résister à la réification du monde promue par la technique moderne. Heidegger, notamment dans *Poetry, Language, Thought* (1971), propose que la poésie soit le langage originaire de l'être, antérieur au langage instrumental et à la rationalité technique. Dans son essai sur Hölderlin (*Poetry, Language, Thought*. New York : Harper & Row, 1971, pp. 209-229), il affirme que c'est par la poésie que l'être humain habite le monde, car elle ouvre des espaces de sens et fonde des mondes. La poétique n'est donc pas un ornement, mais la forme la plus radicale de pensée, car elle permet l'accès à l'être de manière non-calculante, non-instrumentale.

La poétique, en ce sens, n'est pas seulement une forme d'expression esthétique, mais un outil critique pour questionner et transformer notre rapport à la réalité. Comme le soutient Friedrich Nietzsche, la poésie serait une forme d'affirmation de la vie et une réponse au nihilisme de la modernité, une forme de résistance à la technique. Dans son ouvrage *Race After Technology: Abolitionist Tools for the New Jim Code* (Polity Press, 2019), Ruha Benjamin explore comment la technologie peut perpétuer et amplifier les inégalités raciales, tel un « nouveau code Jim », présentant divers exemples concrets de résistance à la technique, montrant comment les communautés marginalisées utilisent la créativité et l'innovation pour défier et subvertir les systèmes oppressifs. Parmi ces exemples : le développement de technologies alternatives par la création d'outils et de plateformes qui privilégient la justice sociale et l'équité plutôt que le profit et le contrôle

; l'activisme et l'organisation communautaire, à l'instar de la mobilisation des communautés pour exiger la responsabilité des entreprises technologiques et pour influencer les politiques publiques.

D'autres exemples incluent l'expression artistique et culturelle par l'utilisation de l'art pour défier les narratifs dominants sur la technologie et pour promouvoir des visions alternatives d'avenir. Nous pouvons citer les « Abolitionist Tools », le « Just Data Lab » (<https://cdh.princeton.edu/engage/undergraduates/just-data-lab/>), des mouvements comme l'Afrofuturisme en tant qu'expressions d'insurrection techno-poétique, « Our Data Bodies » (ODB), projet communautaire aux États-Unis qui travaille avec des populations marginalisées pour résister à la surveillance numérique et à l'utilisation des données par les institutions étatiques et privées. L'ODB partage des pratiques de résistance algorithmique comme forme d'action abolitionniste (<https://www.odbproject.org>). « Data for Black Lives » (D4BL) est quant à lui une initiative qui vise à transformer les données en outils de justice pour les communautés noires (<https://d4bl.org/>).

Cette perspective se rapporte directement à la nécessité d'une poétique de la résistance, d'un langage capable de réenchanter la technoscience avec des valeurs de justice, de diversité et d'émancipation. Il s'agit de reconnaître que, plutôt que de parler de droits des robots, il vaudrait mieux parler de valeurs indisponibles pour nous en tant qu'êtres humains : dignité humaine, respect des droits fondamentaux et humains, et État démocratique de droit.

Nous reconnaissons donc le pouvoir du langage poétique, sa puissance critique et disruptive pour révéler le potentiel de la résistance technologique dans la promotion de la justice sociale, en direction d'un avenir plus équitable et durable. La réflexion philosophique, enrichie par la sensibilité poétique et par l'attention critique aux dynamiques de pouvoir, nous capacite à naviguer les complexités de la technologie et à imaginer des alternatives qui promeuvent le bien-être humain et la justice sociale. Selon Henry Corbin (*Mundus Imaginalis* ou *l'Imaginaire et l'Imaginal*, 1972), l'imaginal ne se réduit pas à l'imaginaire comme fantasque ou irréel, mais constitue un ordre ontologique intermédiaire entre le sensible et l'intelligible.

Cette région est essentielle pour la connaissance non-réductionniste, étant le locus de la révélation poétique, du mythe et de l'expérience visionnaire. L'imaginal n'est pas l'irréel, mais le réel sous un autre mode d'être. Ainsi, par l'imagination et la poétique, nous utilisons ces outils pour rechercher de manière créative et innovante de nouvelles solutions aux problèmes inédits de notre temps, puisque le simple calcul et la pensée cartésienne ne suffisent pas aux défis actuels, comme formes de résistance basées sur l'imagination politique, la poétique sociale et la création de mondes alternatifs.

Bien que les gouvernements aient progressé dans les politiques de communication proactive, d'alphabétisation médiatique et de propositions de réglementations orientées vers la transparence des plateformes numériques, la lutte contre les fake news et les propositions de régulation de l'IA générative, les progrès demeurent timides face à la rapide dissémination de la désinformation, augmentant les risques avec l'IA agents et multi-agents, comme le dénote un récent rapport du MIT. Le document révèle que, bien que la majorité des développeurs publie une documentation technique détaillée, moins de 20% divulguent des politiques formelles de sécurité, et seulement 10% rapportent des évaluations externes (<https://aiagentindex.mit.edu/>).

On note un accroissement des mécanismes de participation citoyenne et de délibération publique, mais leur institutionnalisation demeure embryonnaire, avec des lacunes dans la représentation des minorités, des jeunes et des communautés périphériques. Autrement dit, bien qu'il y ait un progrès avec la réalisation d'audiences publiques, à l'exemple du PBIA et du PL 2338, le défi est de continuer à permettre une telle participation inclusive tout au long du processus et au sein de structures formelles de gouvernance, des big tech, d'audit, d'évaluation et de contrôle (Oversight board).

Malgré les avancées dans les politiques sensibles au genre et dans la lutte contre la violence politique de genre, persistent des barrières structurelles et des inégalités profondes dans les espaces de prise de décision politique. Il devient urgent de repenser la structure démocratique classique — tant représentative que participative — et de surmonter ses fragilités face aux nouveaux défis et à l'expansion de régimes non démocratiques, comme le démontrent de récents rapports d'entités telles que Freedom House et le V-Dem Institute. Il existe un besoin croissant de coopération accrue entre démocraties, visant à préserver leur résilience institutionnelle et leur légitimité sociale.

Il importe de poser les bonnes questions : où sommes-nous et où allons-nous ? Un récent rapport du PNUD intitulé « A matter of choice » (<https://hdr.undp.org/system/files/documents/global-report-document/hdr2025reporten.pdf>) souligne la stagnation de l'indice de développement humain et l'augmentation de l'écart entre les pays du Sud et du Nord global, tandis que le rapport d'Oxfam Brésil, Desigualdade S.A. de 2024 (https://cee.fiocruz.br/sites/default/files/OXFAM%20Davos_2024_completo_pt-BR.pdf) indique que la richesse des cinq hommes les plus riches du monde a augmenté de 114% depuis 2020, alors que celle de 60% de la population mondiale a diminué sur la même période.

Un autre questionnement essentiel, paraphrasant Noam Chomsky, est : comment survivre à la fin du XXI^e siècle, puisque l'horloge « Doomsday clock » indique 89 secondes avant la destruction de la planète en 2025 ? Cela souligne l'incontournable problème de la question climatique, pointant l'urgence d'inclure dans les réglementations de l'IA la thématique de l'impact environnemental et d'apporter l'obligation d'évaluations d'impact dans ce domaine qui proposent une atténuation des dommages. En effet, il y a une augmentation de l'impact environnemental avec l'usage de l'IA générative, et les propositions traitent encore le sujet de manière embryonnaire, abstraite, généraliste et avec un biais anthropocentrique, voyant l'environnement comme objet à exploiter et non comme sujet de droits. Un exemple paradigmatique à cet égard est celui du Sommet de Paris 2025, aboutissant à un résultat important : la création du 1^{er} Observatoire Global pour la mesure de l'énergie et de l'IA, à réaliser par l'Agence internationale de l'énergie, mais encore limité dans sa portée — examiner l'impact environnemental de l'IA ne se limite pas aux besoins énergétiques des centres de données et modèles d'IA, devant également analyser la question de la distribution disproportionnée des externalités négatives dans les pays du Sud global, ce qui est dénommé colonialisme carbone.

Les ouvrages *Atlas of AI* (Kate Crawford) et *Carbon Colonialism* (Laurie Parsons) dénoncent le colonialisme carbone, apportant comme exemple probant de l'exploitation des pays du Sud global en ce sens la mine de lithium du Salar d'Atacama, au Chili. Il s'agit de l'externalisation des coûts environnementaux vers le Sud global. L'extraction de ce métal, essentiel pour les batteries d'IA et de véhicules électriques,

consomme de grands volumes d'eau et nuit aux écosystèmes fragiles. Le « progrès algorithmique » est possible grâce à une chaîne d'exploitation profondément asymétrique.

Nous devons donc aller au-delà du « solutionnisme vert » et du « greenwashing algorithmique », et proposer des changements substantiels et pas seulement à effets marketing. Selon Parsons, « le carbone de la technologie est externalisé vers des lieux où la résistance est politiquement affaiblie ». Kate Crawford complète en montrant comment les métriques d'efficacité énergétique sont manipulées pour justifier la croissance démesurée de l'infrastructure numérique, tandis que les communautés vulnérables affrontent la pénurie hydrique, la dégradation environnementale et l'exclusion numérique.

Nous avons donc besoin d'un « tournant poétique » dans le domaine de l'intelligence artificielle et des sciences humaines, d'un changement ontologique fondé sur une nouvelle éthique de l'imagination politique et narrative. Il faut davantage de réflexion philosophique sur les bases fondationnelles de l'existence humaine et sur les questions connexes : démocratiser la démocratie elle-même (Boaventura de Sousa Santos) et décoloniser la pensée (Mangabeira Unger), dans le sens de la construction d'une pensée propre, autochtone.

Partant de la reconnaissance que les solutions techniques, bien qu'importantes, sont insuffisantes pour résoudre les problèmes complexes créés en partie par la technique elle-même, nous proposons une conception transformatrice de l'intelligence artificielle. Cette conception transcende l'instrumentalisme technologique et s'engage envers la justice épistémique, l'inclusion cognitive et la redistribution des bénéfices du progrès technique. Nous devons aller au-delà de l'approche technique — dans le sens d'une approche socio-technique. La gouvernance critique doit dépasser les métriques techniques comme la précision et la performance, incorporant des analyses d'impact éthique, social et des droits fondamentaux. Des métriques de succès (infrastructure/conception) comme l'efficacité, la réduction des coûts et l'augmentation du profit, nous devons nous diriger vers le respect de valeurs centrales et indisponibles.

C'est ce que préconise l'article de l'AI Now Institute « Algorithmic Accountability: Moving Beyond Audits », soulignant l'importance de la recherche indépendante et l'insuffisance de l'audit technique, à l'exemple des normes ISO/NIST, car comme leur nom l'indique, elles sont techniques, non orientées vers la thématique des droits humains et fondamentaux et non adaptées aux particularités des pays du Sud global. Bien qu'importantes, elles doivent donc être complétées par d'autres instruments de compliance, non seulement volontaires et non réalisés par les entreprises elles-mêmes (audits de première partie), mais par des organismes indépendants, interdisciplinaires et légitimes (audit de troisième partie), in verbis : « ces propositions doivent être lues dans le contexte d'un environnement de plus en plus précaire pour la recherche critique sur la responsabilisation technologique, dans lequel les pressions économiques laissent les chercheurs académiques de plus en plus exposés à l'influence induite d'acteurs corporatifs ».

La Machine du Chaos : Comment les Réseaux Sociaux ont Reprogrammé Notre Esprit et Notre Monde de Max Fisher pointe des cas de graves violations des droits humains, comme le génocide dans des pays du Sud global comme le Myanmar ; cette réflexion est également présentée dans le rapport « G7 Hiroshima Process on Generative Artificial Intelligence (AI) » (OCDE, 2023), soulignant les risques de désinformation et

de contrefaçons profondes (deepfakes), violations de droits d'auteur en répliquant des contenus protégés ; production de contenu discriminatoire ou biaisé ; fuite d'informations sensibles ; manipulation d'opinions publiques et interférence électorale, discrimination algorithmique et biais, manque de transparence, impacts sur le marché du travail et manipulation d'opinions politiques. Le document souligne des considérations sur l'équité globale, avec le potentiel d'amplifier les divisions numériques entre pays riches et pauvres, de renforcer les stéréotypes et biais en étant entraînée avec des données non représentatives et d'exacerber les inégalités structurelles s'il n'y a pas d'attention à l'exigence d'inclusion. Cependant, les mesures proposées se révèlent insuffisantes et timides, en plus d'être génériques et abstraites, se limitant à suggérer des incitations à la participation des pays du Sud global dans les forums de gouvernance, la promotion de l'innovation locale en IA (accès aux données, infrastructure, compétences) et l'orientation de l'IA vers le bien commun.

Sont encore soulignés des risques qui demandent une réponse globale exigeant une coordination internationale, à savoir : développement d'armes biologiques et chimiques assisté par l'IA, création de contenus trompeurs à l'échelle massive, violations de souveraineté informationnelle.

Par conséquent, il y a de plus grands défis et risques pour le Sud global face à l'exclusion numérique, au biais structurel et aux asymétries de pouvoir. De plus, les modèles d'IA sont, en grande partie, entraînés avec des données issues de contextes du Nord global, reproduisant des biais culturels, linguistiques et socio-économiques. Cette asymétrie de pouvoir épistémique aggrave les inégalités historiques et compromet l'efficacité des solutions technologiques pour les contextes locaux. Malgré les efforts d'ouverture, les forums multilatéraux qui débattent de la gouvernance de l'IA sont encore dominés par des pays et des corporations avec une plus grande capacité technique et économique. Les pays du Sud global participent fréquemment seulement comme observateurs ou sont incorporés de manière symbolique dans des consultations publiques. Cette marginalisation institutionnelle compromet la légitimité des décisions et entrave l'incorporation de perspectives plurielles sur les risques, priorités et formes d'atténuation. La gouvernance démocratique de l'IA requiert une représentation équitable et des mécanismes d'écoute active des expériences périphériques.

C'est dans ce contexte que se propose une action articulée entre production académique critique, formation citoyenne et proposition normative. Pour une gouvernance sensible aux asymétries de pouvoir et aux risques de déshumanisation, comprise comme défi politique, éthique et scientifique de premier ordre.

La gouvernance algorithmique, ainsi conçue, ne doit pas être vue comme barrière à l'innovation, mais bien comme sa condition de légitimité et de durabilité au sein de sociétés démocratiques. En reconnaissant l'inséparabilité entre technique et politique, la gouvernance de l'IA opère comme instrument d'émancipation collective et de reconstruction de l'imagination démocratique.

Il est urgent que la démocratie soit repensée à l'ère des algorithmes, en se liant au pluralisme épistémique et à la co-gouvernance radicale, comprenant qu'il existe une intersectionnalité entre les diverses formes de justice — justice des données et algorithmique, justice épistémique, environnementale et sociale. L'Intelligence Artificielle (IA) a intensifié non seulement la transformation technologique, mais aussi

l'instabilité politique et démocratique, car il n'y a pas de responsabilisation adéquate pour la production et la divulgation de fake news, de discours de haine et de manipulations comportementales et émotionnelles à partir de réseaux sociaux qui utilisent l'IA. Au lieu de traiter l'IA simplement comme un artefact technique, on parle d'érosion des démocraties libérales et d'émergence de l'autoritarisme algorithmique. En nous basant sur la théorie éthico-politique, les études juridiques critiques et les épistémologies du Sud, nous plaçons en faveur d'une reconfiguration radicale des paradigmes démocratiques.

Un nouveau modèle de démocratie doit être inclusif, pluriel et participatif — capable d'affronter tant l'injustice informationnelle que l'inertie institutionnelle. Les systèmes démocratiques contemporains sont façonnés de plus en plus par des architectures algorithmiques opaques qui médient la participation, filtrent les informations et renforcent l'inégalité épistémique. Les rapports internationaux, comme ceux de l'Institut V-Dem et de Freedom House, montrent que l'autocratisation est en ascension globalement. Les systèmes algorithmiques exacerbent cette tendance, minant la transparence, la responsabilisation et la délibération civique.

Les cadres légaux comme la Déclaration de Paris de 2025, la Déclaration de Bletchley de 2023, la Déclaration de São Luís de 2024, document conjoint émis par les groupes d'engagement du G20 (C20, L20, T20 et W20) sur l'Intelligence Artificielle (IA) ne possèdent pas de mécanisme d'enforcement et misent encore sur le caractère volontaire de l'évaluation d'impact algorithmique même dans les cas de risques élevés. Même une autre proposition en ce sens, le premier traité international juridiquement contraignant dans ce domaine, la Convention 4 du Conseil de l'Europe/2025, IA, droits humains, démocratie et état de droit, présente encore diverses critiques et fragilités.

De plus, l'expansion du techno-solutionnisme et du colonialisme numérique reproduit des asymétries structurelles — spécialement dans le Sud global, où le travail invisible alimente l'économie des données. Ces phénomènes reflètent une crise plus large de légitimité des démocraties procédurales, désormais incapables de gérer l'entrelacement complexe entre technologie et politique.

Réinvention de l'imagination politique

Pour surmonter ces défis, il ne suffit pas de réguler l'IA par le biais de protocoles normatifs ou de chartes éthiques. Il faut réimaginer la démocratie elle-même. Les interventions théoriques d'auteurs comme Mangabeira Unger, Boaventura de Sousa Santos, Danielle Allen et Jürgen Habermas convergent dans l'urgence de reconstruire la démocratie depuis sa base. Cette reconstruction implique non seulement une réforme institutionnelle, mais la réinvention de l'imagination politique.

Les propositions de Weyl et Tang (2023) dans *Plurality* sont particulièrement pertinentes : ils défendent des structures de prise de décision collaboratives entre humains et IA, fondées sur la diversité, la contestabilité et la responsabilisation démocratique. De manière similaire, le concept de « Néguanthropocène » de Stiegler souligne la nécessité de réponses créatives et régénératives à l'entropie numérique. La clé réside dans la création d'architectures institutionnelles flexibles, décentralisées et réactives aux mobilisations de base vers une nouvelle grammaire démocratique.

C'est à ce point que la physique quantique nous aide à penser par sauts quantiques et apporte une métaphore puissante : la particule ne se définit que dans l'acte d'observation, le réel est potentiel, un champ de possibilités superposées. La gouvernance radicale et quantique de l'IA est une proposition qui accueille l'indétermination, le devenir, la création, le multiple, la logique atonale, exigeant d'abandonner les certitudes, la logique binaire des systèmes fermés. Nous évoquons ici la fameuse métaphore du chat de Schrödinger : l'IA, tant qu'elle n'est pas observée, peut contenir d'innombrables formes de gouverner. Il nous appartient de récupérer le pouvoir de décider et d'ouvrir la boîte de Pandore — là-dedans demeure encore l'espoir comme puissance active.

Dans ce processus, l'imagination politique devient technique d'affrontement, comme Andy Warhol nous l'a enseigné : même la répétition peut contenir la rébellion, ou comme Godard nous le montre, le montage est pensée, et dit adieu au langage. N'y a-t-il plus rien à dire !?

Nous revendiquons ici une puissance, l'empowerment, le ré-exister plus que le survivre, le réinventer poétique plus que le penser cartésien instrumental. Une techno-alchimie tropicale, où l'IA devient matière plastique de l'insurrection populaire. Un code réécrit par les poètes, par les communes, par les danseuses quantiques des subjectivités perdues. Une commune populaire algorithmique, qui défie le lieu commun et le capitalisme de surveillance, comme le souligne Zuboff, et propose à la place un système de décision collectif, symbolique, esthétique et sensible.

Nous devons démocratiser la démocratie elle-même et penser à des alternatives au-delà de la démocratie libérale représentative, comme le souligne Boaventura de Sousa Santos avec l'appui de Mangabeira Unger (démocratie de haute intensité, démocratie radicale), repenser les structures qui sont les bases du développement de l'IA et de la gouvernance de l'IA, pour avoir effectivement sa démocratisation, non seulement basée sur le pouvoir de la force magique des mots, mais par des actions concrètes fondées sur un travail scientifique, académique, des études de cas, où statistiques et analyses quantitatives se joignent aux analyses qualitatives, interdisciplinaires et critiques.

Il est temps que les sciences humaines soient quantifiées, dans le sens d'innover les paradigmes, comme cela se produit dans les sciences dures, au lieu de penser qu'ici on n'a pas besoin de créer quoi que ce soit, que tout ce qui est déjà posé est achevé et suffisant, donnant de l'espace à la pensée disruptive.

Nous avons le droit d'être épistémologiquement désobéissants ou, comme le disait Nietzsche, nous avons l'obligation de penser à créer de nouvelles valeurs. D'autres sources académiques de relief et qui sont des jalons théoriques importants de la présente proposition comme Heidegger, Bachelard, Artaud, Walter Benjamin, Paul Virilio, Baudrillard, Ruha Benjamin et tant d'autres qui sont conjugués en dialogue, nous faisant penser au-delà du calcul et des formules mathématiques.

Nous accueillons l'indétermination, le multiple, la logique atonale, abandonnant la logique binaire des systèmes fermés. Une commune populaire algorithmique par laquelle est possible un système de décision collectif sensible.

Aller au-delà de la représentation, comme copier-coller, du simple opiner sans soutien factuel et scientifique, et avec cela ouvrir un nouveau lexique et penser de manière

disruptive. Cette base soutiendra la proposition d'une gouvernance techno-poétique, dans le sens de profaner l'algorithme, AccordIA. La proposition évoque encore l'idée de profanation au sens de restituer à l'usage commun les codes capturés par la rationalité capitaliste. Elle fait écho aussi à l'anthropophagie d'Oswald de Andrade, à la fureur de Bukowski, à la douceur radicale d'Anaïs Nin et son érotisme, à l'image en ruine de Jean-Luc Godard quand il parle, adieu au langage. Elle apporte encore l'inspiration pour tenter de dépasser les limites du rationalisme instrumental et réinstaurer l'enchantement dans la machine. Inspiré par Heidegger et sa critique de la technique comme dévoilement appauvri, dans son œuvre « La Question de la Technique », par Bachelard, qui nous rappelle que la connaissance naît de la tension entre la raison et l'imagination poétique, par Artaud, avec son Théâtre de la Cruauté, qui rompt avec la représentation pour toucher le Réel dans « La Poétique de l'Espace » et par Nietzsche, qui nous enseigne à danser sur l'abîme dans « Ainsi parlait Zarathoustra ».

Sur la base de telles épistémologies sensibles et radicales, disruptives, nous proposons un tournant épistémologique et ontologique, de nouveaux paradigmes, comme un espace de création populaire, quand l'IA se transformerait de dispositif de contrôle en espace de création populaire, d'empowerment et de libération, encore avec l'inspiration de Ruha Benjamin, dans le livre « Race After Technology », qui dénonce les biais raciaux intégrés dans les systèmes algorithmiques, et sur la base de la proposition de Yuk Hui dans « Technodiversité » et dans « Art and Cosmotechnics », de Walter Benjamin, dans « L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique ».

AccordIA au sens d'union et d'accords à divers niveaux, Sud global et Nord global, éthique, régulation, compliance, infrastructure, éducation et design/technique, couches nécessaires d'une gouvernance globale participative, effectivement démocratique et inclusive.

C'est ce que souligne, par exemple, l'OCDE dans un document de 2019 (« Recommendation of the Council on Artificial Intelligence. » Adopté le 22 mai 2019 - OECD Council, <https://legalinstruments.oecd.org/en/instruments/OECD-LEGAL-0449>) proposant la création d'observatoires, de mécanismes de reddition de comptes et de suivi continu des politiques d'IA, avec emphase sur la gouvernance participative. Nous dépassons ainsi certaines des fragilités trouvées dans l'un des principaux instruments de gouvernance de l'IA du Brésil, l'EBIA, pour posséder une approche fragmentée et manquer de planification stratégique à long terme, sans proposition de structure de gouvernance nationale, interopérable et participative. À son tour, il y a omission d'actions concrètes et d'un plan d'inclusion numérique massive et équitable comme élément structurant du PBIA.

Le Brésil présente des avancées importantes dans la structuration de directives éthiques et dans la proposition de gouvernance pour l'IA, cependant, il demeure en deçà dans des aspects structurels décisifs : souveraineté computationnelle, financement robuste et coordination fédérative. La comparaison internationale démontre l'urgence de :

Financement continu à la recherche et à l'innovation ; Création de centres nationaux d'excellence en IA ; Renforcement d'une infrastructure technique souveraine (HPC, nuage national) ; Inclusion critique d'épistémologies du Sud et de populations périphériques dans l'agenda numérique.

Il est essentiel que le PBIA - Plan Brésilien d'Intelligence Artificielle et l'EBIA - Stratégie Brésilienne d'Intelligence Artificielle soient plus que des documents d'orientation — ils doivent devenir des catalyseurs de transformation institutionnelle profonde, garantissant que le Brésil non seulement accompagne, mais dirige avec responsabilité, créativité et justice l'avenir de l'IA.

Aussi dans le sens de conscience critique, réveiller les sens. Il est temps de créer cette gouvernance par l'inspiration dans la poétique, l'imagination et la poésie. L'ère algorithmique exige plus que des codes et des statistiques, elle exige imagination politique, résistance esthétique et révolution épistémique.

L'intelligence artificielle est devenue le nouvel autel du XXI^e siècle. Prêtres algorithmiques, liturgies corporatives, temples de silicium. En eux le langage est technique, l'avenir est maintenant et prédictif et l'humanité réduite à un modèle.

Il s'agit de conjuguer théorie et pratique, propositions abstraites avec mesures concrètes.

Cet article n'est pas seulement un essai philosophique ni un manifeste technologique. C'est un appel insurgé à un nouveau paradigme de la gouvernance de l'IA qui dépasse les limites du rationalisme instrumental et réinstaure l'enchantement dans la machine.

La proposition naît comme une profanation, au sens de Walter Benjamin et de Giorgio Agamben, comme celui de restituer à l'usage commun ce qui fut séquestré par le sacré, profaner l'IA c'est la libérer. Restituer au peuple ce qui fut capturé par la rationalité capitaliste. Cette libération ne se fait pas par un retour romantique à la nature, mais exige une révolution esthétique ontologique et herméneutique, un soulèvement d'imaginaires, un acte d'insurrection quantique traversant le code. Pour avec cela, faire s'effondrer la prévisibilité et instaurer de multiples possibilités, la logique atonale.

Quand l'impossible devient possible. S'inspirant de mouvements populaires, comme la Commune de Paris, le Mouvement Occupy, les pratiques décoloniales, quilombolas, tropicales, et de propositions comme l'anthropophagie d'Oswald de Andrade, la fureur de Charles Bukowski, l'érotisme et l'écriture subversive d'Anaïs Nin, est proposée une nouvelle gouvernance pour l'IA où la machine soit instrument d'émancipation et non de surveillance. Ici, la poétique rencontre la politique, la physique quantique rencontre la fiction critique, le code rencontre le corps.

Et dans cet entrelacement surgit la gouvernance techno-poétique, un concept central de la proposition. L'idée est qu'imaginer c'est gouverner et que nous ne pouvons reconfigurer les technologies que si nous réenchantons les narratifs qui les soutiennent.

La proposition est donc aussi un manifeste, une fiction critique, une poétique techno-politique en proposant une rupture radicale avec les modèles de gouvernance algorithmique dominants, dénonçant le colonialisme de données, le colonialisme environnemental, la normativité des plateformes, et la logique de domination automatisée, inspiré par les épistémologies du Sud, la justice des données, les critiques philosophiques, les poétiques insurgées, les esthétiques de la cruauté, du désordre et de la reconstruction.

Sa base épistémologique est l'idée de reconstruction d'un nouvel imaginaire, un nouveau lexique pour penser l'IA, comme champ de dispute symbolique, poétique, politique, collective. À travers des métaphores comme le chat de Schrödinger, la boîte de Pandore, la tropicalisation de l'IA basée sur les épistémologies du sud, la nouvelle commune de Paris numérique, une gouvernance radicale de l'IA, techno-poétique, populaire, insurgée et profanatrice.

Une IA qui ne nous domestique pas, mais nous éveille, qui ne nous prédit pas, mais nous provoque, qui ne nous contrôle pas, mais nous ré-enchant. Il s'agit d'une proposition de gouvernance algorithmique populaire décentralisée, critique, culturellement située, multicouches, multistakeholder, participative, inclusive, démocratique. C'est restituer l'IA au commun, à la rue, à la communauté, sortant de ses temples corporatifs et technocratiques. Poétique et imagination comme bases pour la construction d'une IA qui respecte la diversité, l'équité, la justice, transformant la relation entre technique et humain en une danse poétique de pouvoir partagé. Elle se base sur une approche interdisciplinaire, qui implique théorie critique, philosophie politique et sociologie de la technologie, et propose des chemins pour des résistances démocratiques et plurielles.

En faveur de résistances épistémiques et d'alternatives plurielles. Le Sud Global ne peut se limiter à importer des modèles régulatoires et technologiques du Nord. Il est urgent de construire des épistémologies plurielles, qui valorisent les savoirs locaux, l'inclusion sociotechnique et la souveraineté numérique. Kate Crawford propose que l'analyse de l'IA se fonde sur « justice informationnelle, justice environnementale et justice sociale comme perspectives inséparables » (2021, p. 234).

Le présent texte a cherché à démontrer que l'intelligence artificielle ne peut être comprise en dehors de ses conditions matérielles, historiques et géopolitiques. À partir des œuvres de Kate Crawford et Laurie Parsons, il a été argumenté que l'IA actuelle s'insère dans un projet extractiviste, excluant et colonial, qui menace les valeurs démocratiques, les droits fondamentaux et l'avenir de la planète.

Réagir à cette conjoncture exige non seulement une régulation, mais une véritable réinvention de ce que nous entendons par technologie, connaissance et société. Comme le souligne Crawford (2021, p. 252), « l'intelligence artificielle est un miroir de nos structures sociales, et pour la changer, nous devons changer la société qui la produit ».

La construction d'un écosystème d'IA véritablement inclusif, souverain et pluriel passe par la résistance poétique, épistémique et politique aux modèles hégémoniques d'avenir numérique imposés par le Nord Global. Que cette résistance soit aussi un acte d'imagination radicale.